

# Croissance démographique africaine et changement climatique : quels enjeux ?

Conférence de Valérie GOLAZ

directrice de recherche à l'INED, spécialiste des interactions entre population et environnement

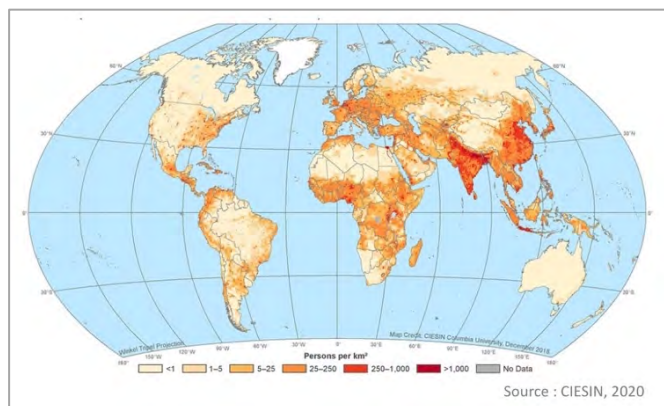


La population mondiale a connu une faible croissance durant des milliers d'années. Cette croissance s'est considérablement accrue au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Le taux de croissance annuel de la population qui était d'environ 0,6 % en 1900, est passé à 2 % dans les années 1965/70. La population mondiale est alors passée d'environ 2,5 milliards d'habitants en 1950 à 8 milliards en 2022 selon les dernières estimations des Nations Unies. Quelle relation y aurait-il entre la croissance démographique et le changement climatique ? La croissance de la population va-t-elle affecter le changement climatique et son ampleur ?

## 1. Quels sont les chiffres et les tendances actuelles ?

En 2022 ce sont la Chine et l'Inde qui sont les pays les plus peuplés du monde, avec une croissance qui pourrait se prolonger encore quelques années en Asie du sud. Mais ce sont les pays d'Afrique au sud du Sahara qui ont enregistré la croissance démographique la plus forte, croissance qui va se prolonger au delà de 2050. La taille de leur population est estimée comme pouvant passer d'un peu plus d'un milliard d'habitants en 2022 à environ 2 milliards en 2050, en une génération. La taille de leur population serait alors proche de celle des pays asiatiques. Au sein du sous-continent la situation varie néanmoins d'un pays à l'autre : la croissance de la population serait apparemment la plus forte dans la République du Congo et la plus faible en Afrique du Sud (mais la fiabilité des données dépend toutefois de la qualité de l'appareil statistique et de l'existence ou non de recensement).

La carte ci-contre montre que la planète est inégalement peuplée. Les pays les plus densément peuplés en 2020 sont situés en Asie (Inde, Bangladesh, Corée du sud...) mais il y a aussi en Afrique des pays très densément peuplés (Nigeria, Rwanda). La densité démographique est souvent liée à l'urbanisation (sans parler des villes-États comme Singapour etc.).



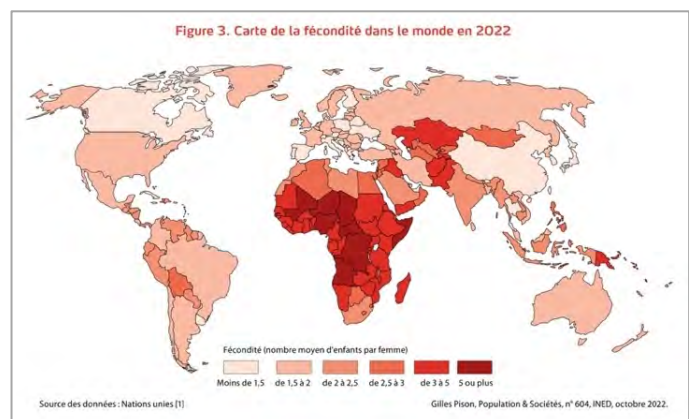
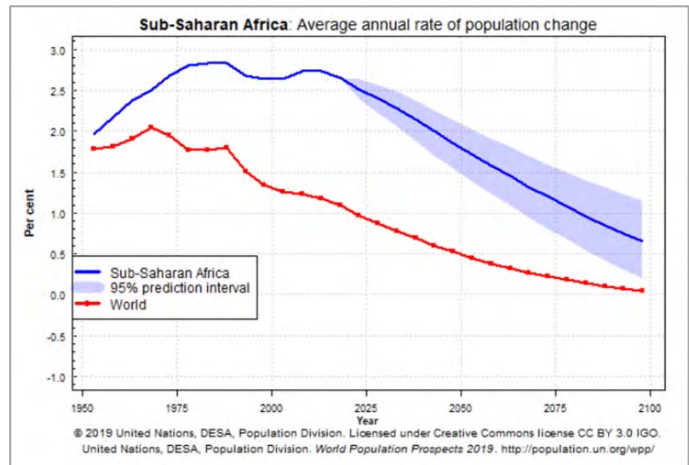
Le taux de croissance annuelle de la population mondiale a commencé à décroître à partir de 1965/1970. Certains pays ont adopté des politiques de décroissance de leur population comme l'Inde avec des campagnes de stérilisation des femmes dans les années 1970 ou la Chine avec sa politique de l'enfant unique. Les conséquences de cette politique très contraignante sont nombreuses, avec par exemple un vieillissement très rapide aujourd'hui, ainsi que la naissance d'un nombre plus élevé de garçons que de filles, les parents préférant avoir des garçons. Mais il faut savoir que la baisse des taux de fécondité était déjà en cours avant la mise en place de ces politiques coercitives, dont l'effet est revenu à accélérer des transformations en cours au détriment des droits humains. La Chine a aujourd'hui une politique nataliste, et tente ainsi de limiter le vieillissement de la population qui découle de la très faible fécondité des 50 dernières années. Des politiques natalistes sont aussi en place en Russie, et bien sûr en France. Parmi les pays développés, certains connaissent aujourd'hui une décroissance de leur population (ex : le Japon, la Russie, des pays d'Europe de l'Est) liée à des fécondités très faibles et pour ce qui est de l'Europe de l'Est, une émigration marquée.

En Afrique subsaharienne le taux annuel de croissance démographique s'est stabilisé et a commencé à décroître légèrement à partir des années 85/90. Cette tendance devrait se prolonger dans le futur mais la croissance de la population en Afrique restera bien supérieure à celle du reste du monde dans les décennies à venir.

## 2. Pourquoi et comment la croissance démographique diminue-t-elle ?

La croissance démographique diminue et la population mondiale continue quand même à augmenter, mais de moins en moins vite. Dans nombre de pays l'espérance de vie a augmenté du fait de l'amélioration des conditions de vie qui a permis une diminution de la mortalité en général, et une forte baisse de la mortalité infantile en particulier. La mortalité des nouveau-nés baissant, le nombre d'enfants survivants augmente et la taille des familles aussi. Dans un premier temps les familles s'agrandissent et la population continue à croître. Mais cela a entraîné une baisse de la natalité dans un deuxième temps. Le nombre de naissances enregistrées a commencé à baisser dans les années 1990/2010 et va continuer à baisser à l'horizon 2100. Quelques années plus tard le nombre de décès augmente à son tour au même rythme que la croissance des naissances quelques années auparavant. La période intermédiaire qui s'écoule entre un régime traditionnel où la natalité et la mortalité sont élevées et un nouvel état où la natalité et la mortalité ont baissé, mais s'équilibrent à nouveau, est appelée « transition démographique ».

Le taux de fécondité – à savoir le nombre d'enfants par femme en âge de procréer – dépend du pays et de son niveau de développement ; il dépend aussi beaucoup du niveau d'éducation des femmes concernées. Les femmes qui n'ont reçu aucune éducation - ou peu - donnent naissance à beaucoup plus d'enfants que les femmes qui ont pu suivre une éducation primaire ou - mieux encore - une éducation secondaire. Cela explique le faible nombre d'enfants par femme dans les pays développés et le nombre beaucoup plus élevé d'enfants par femme dans les pays en voie de développement, notamment chez les femmes africaines. Le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer est inférieur à 1,5 ou va de 1,5 à 2 dans la plupart des pays développés alors qu'il est de 3 à 5 ou même supérieur à 5 dans de nombreux pays africains. C'est l'élévation du niveau d'éducation des femmes et la plus grande égalité des conditions de vie entre hommes et femmes qui a permis la baisse de la fécondité et la réduction des naissances.



## 3. Comment fonctionnent les sociétés dans des contextes de croissance ?

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la croissance de la population est encore élevée même si elle commence à baisser. En zone rurale la croissance de la population a des effets sur la densité de population et sur la taille des exploitations agricoles. On peut dès lors imaginer les fortes transformations économiques et sociales qui en découlent, et rapidement conclure à une paupérisation de la population rurale et des migrations. Des études de cas menées au niveau local au Kenya et à Madagascar ont montré que la croissance de la population au niveau local entraîne une série de changements : dans les processus de transmission de la terre entre générations, dans le rôle des femmes (Madagascar), dans les choix résidentiels des jeunes (Madagascar), ainsi que sur la diversification des activités au niveau local et la mise en place de système migratoires au sein de la famille qui permettent à certains membres de circuler entre lieux de résidence et d'apporter des ressources complémentaires qui permettent aux autres de continuer à exploiter les terres rurales. Ainsi les déplacements vers les villes voisines qui ne concernent souvent qu'une partie des

membres des ménages, il y a peu de migrations définitives (sauf au Kenya où les migrations permanentes ont dans un second temps progressé). On observe donc une certaine plasticité des sociétés face à la croissance, avec ces mécanismes sociaux à l'œuvre, en lien avec d'autres lieux, ce qui permet une résilience économique plus forte.

#### **4. Comment la population intervient-elle dans le changement climatique ?**

Des voix de scientifiques s'élèvent, craignant que la forte croissance de la population en Afrique subsaharienne puisse avoir des conséquences sur le réchauffement climatique. « L'explosion démographique en Afrique est une bombe à retardement » ( AFDB 2018).

Mais les causes du changement climatique sont essentiellement attribuées aux activités humaines qui entraînent des émissions de gaz à effet de serre. C'est le cas entre autres des activités de production d'énergie, et des activités industrielles utilisant des combustibles fossiles... Le CO<sub>2</sub> est émis dans le cadre de ces activités depuis la révolution industrielle ; mais la production de gaz à effet de serre augmente beaucoup plus rapidement depuis les années 1950. Ces activités sont inégalement réparties entre les pays : les pays qui ont un taux élevé de croissance de la population (pays africains, mais aussi l'Inde) ne contribuent que très peu aux émissions de CO<sub>2</sub> par personne. Au niveau de la population mondiale, les 50 % les plus pauvres ne contribuent que pour 10 % des émissions de CO<sub>2</sub> alors que les 10 % les plus riches sont responsables de 50 % de ces émissions. Certes la croissance démographique actuelle constitue un moteur de la consommation et de la production futures, mais plus à travers les modes de consommation et de production que nous connaissons, dans nos pays développés, que dans la croissance démographique des pays émergents ou aux revenus les plus faibles.

#### **5. Que savons-nous des effets du changement climatique sur la population ?**

Le changement climatique peut avoir des effets néfastes sur la santé : par exemple, la canicule de 2003 a provoqué un surcroît de mortalité. Il y a cependant eu un rattrapage l'année suivante ; c'était un aléa ponctuel dramatique, mais sans conséquence sur la tendance générale. Le changement climatique peut aussi avoir des effets sur les intentions de fécondité de la population (certains - notamment les plus jeunes - peuvent décider de ne pas avoir d'enfants, ou retarder le moment d'en avoir) mais pour l'instant on n'observe pas d'effet direct sur la natalité. Les effets concrets observés sont plus le fait de chocs économiques liés au changement climatique : pertes agricoles (du fait de la sécheresse ou au contraire des inondations), baisse des revenus et du niveau de vie (on peut perdre ses biens, son travail...) qui contraignent ensuite les intentions et les pratiques.

Le changement climatique peut aussi entraîner des migrations mais celles-ci ne sont sans doute pas aussi massives que ce qu'on entend parfois, dans les discours véhiculés par les politiques ou les médias. D'après une étude récente de la Banque Mondiale, avec la contribution de climatologues et démographes de nombreux pays, il s'agirait surtout de migrations internes aux pays. Ce travail souligne en particulier le fait que si certaines régions deviennent peu propices à certaines activités, d'autres le deviennent plus et qu'au sein même de l'Afrique il est possible que certaines parties du continent deviennent plus productives qu'elles ne le sont jusqu'à présent.

On ne sait pas exactement quelles seront les manifestations et les conséquences du changement climatique, du point de vue local. On ne sait pas à quel type et à quel degré de changement climatique s'attendre : Forte chaleur ? Baisse des précipitations ? Cyclones ? Inondations comme au Mozambique en 2019 ? La pauvreté encore élevée dans de nombreux pays malgré les progrès globaux dans ce domaine nuit aux capacités d'adaptation de la population. Quelques recherches comme celles présentées plus haut ont montré que les populations pouvaient faire face à des changements progressifs, sans qu'il y ait nécessairement de fortes migrations, par des diversifications d'implantations, d'activités et de sources de revenus. Il reste un fort besoin d'anticipation des catastrophes plus brutales et de lutte continue contre la pauvreté pour permettre aux habitants des zones à risque de continuer à y vivre en sécurité.

Rédigé par Françoise Caillods

Lien vers la vidéo de la conférence : <https://youtu.be/LPmfJJooslg>